

## Dialogue social chez ECONOCOM-OSIATIS FRANCE

Voici une illustration du dialogue social dans une ESN (entreprise de services du numérique).

Le cas de la société ECONOCOM-OSIATIS FRANCE (EURONEXT BRUXELLES : ECONOCOM GROUP), faisant partie d'un groupe de 11.000 salariés dans le monde et siégeant au Plessis-Robinson (92350) est particulièrement significatif.

Il y a quelques semaines à peine, la Direction du Groupe a rétro-pédalé en réinstallant Jean-Louis Bouchard au siège de PDG du groupe Econocom en lieu et place de Robert qui n'a guère occupé le siège le temps d'une période d'essai de 8 mois. ([lien vers le tract CGT](#))

S'en est suivie l'annonce d'un projet de réorganisation visant à scinder la société Econocom-Osiatis France en 2 nouvelles entités : Econocom Infogérance Système (4.000 salariés de son unité opérationnelle IMS & CTSA) et Econocom Business Continuité (428 salariés de son unité opérationnelle ICS). ([lien vers le tract CGT](#)).

Les rumeurs de vente par appartements prenaient alors de l'ampleur au sein d'Econocom, et avec eux les inquiétudes grandissantes des salariés quant à leur devenir.

Dans le même temps, au niveau national, la grogne populaire battait son plein et la CGT rappelait ses propositions d'amélioration des conditions de travail et d'augmentation des salaires, rappelant que les salariés devaient bénéficier du fruit de leur labeur, et non au détriment de dividendes colossales versées aux actionnaires (Slogan CGT : « *Augmentez les salaires, pas les actionnaires* »).

Des délégations de la CGT Econocom-Osiatis, organisation syndicale majoritaire, se déplaçaient donc sur les sites Econocom de Province afin d'aller au contact des salariés et recueillir leurs doléances, non sans mal puisque les représentants de la CGT ne connaissaient pas la localisation précise de leurs collègues en prestations clientes. De ces échanges avec les salariés, et suite à l'annonce gouvernementale du versement d'une prime exceptionnelle au bon vouloir de l'employeur, la CGT a remonté cette revendication émanant d'une très large majorité des salariés de se voir attribuer une prime ([lien vers le tract CGT](#)).

Cette même année 2018, fin mars, une opération de ce genre avait été menée par la CGT afin d'augmenter les salaires par le biais d'une pétition, celle-ci avait alors été plébiscitée en recueillant plus de 1500 soutiens. La Direction, sous la pression, avait alors consenti au versement d'une prime exceptionnelle ([lien vers la pétition CGT pour une augmentation des salaires](#)).

Les représailles n'ont pas tardé contre l'organisation syndicale CGT Econocom-Osiatis, en ligne de mire de la Direction par le biais d'intimidations, sanctions, convocations à entretien préalable à sanction (touchant successivement les représentants syndicaux CGT au Comité d'entreprise, puis au CHSCT), des mises au placard et rétrogradations, plusieurs courriers de rappels à l'ordre envers les délégués syndicaux CGT en fin d'année 2018... Et aujourd'hui la Direction engage une procédure envers le délégué syndical CGT Econocom-Osiatis France, convoqué à entretien préalable le 3 janvier 2019 à 14h30 au siège de l'entreprise (Le Plessis Robinson).

Il est vrai que ce Délégué Syndical (et plus généralement la CGT Econocom-Osiatis) est en pointe dans le combat pour la défense des salariés et de leurs intérêts.

Mi-décembre, il avait déjà connu un assaut de la Direction, consécutif à ses déplacements avec son collègue CGT sur les sites Econocom de Province. La Direction lui avait alors reproché d'avoir enfreint les règles de communication syndicale en distribuant des « *goodies* » aux salariés et lui avait alors signifié un avertissement. Les salariés qui ont pu rencontrer les représentants CGT pourront témoigner de visites courtoises et d'échanges

riches, dans le calme et sans aucune effraction ; même s'il faut avouer que la Direction leur avait dépêché un « *chaperon* » sur chacun des sites.

Les conditions de travail de ces salariés n'ont cessé de se dégrader d'année en année : Réorganisations perpétuelles, stress, nombre de départs historiquement haut, pouvoir d'achat en berne, management « *musclé* », nombre d'arrêts maladie en forte hausse, ...

La CGT, par le biais de son Délégué Syndical aujourd'hui en proie à une nouvelle sanction et des élus et mandatés CGT Econocom-Osiatis au quotidien, n'a cessé de dénoncer les pratiques de la Direction.

Pour illustration, la semaine dernière, la messagerie interne de la CGT Econocom-Osiatis a ainsi été tout bonnement *désactivée* par la Direction, empêchant la diffusion aux salariés des derniers tracts CGT, dont celui qui traitait de la prime de fin d'année ...

La date de cet entretien du 3 janvier est à elle seule stupéfiante, puisque la CGT a été convoquée, quelques jours plus tard, à une réunion de négociations autour de l'Unité Economique et Sociale (UES) Services Econocom et de la mise d'un Comité Social et Economique (CSE) sur ce périmètre, alors même que le projet de scission de l'entité la plus massive, Econocom-Osiatis France, reste à ce jour nébuleux.

Que dire du CHSCT qui n'a même pas été sollicité, malgré la demande de la CGT, alors qu'il aurait dû se prononcer quant aux changements des conditions de travail des 4500 salariés impactés, notamment en faisant appel à un cabinet d'expert spécialisé en restructurations.

Nul n'est dupe, la Direction semble user de tous les moyens dont elle dispose pour intimider et museler la CGT Econocom-Osiatis en l'empêchant d'aller au contact des salariés, les informer, les conseiller et défendre leurs intérêts collectifs et individuels.

Notre organisation syndicale appelle à un rassemblement de soutien le 3 janvier 2019 à 14h devant le siège Econocom (21 avenue Descartes – 92350 Le Plessis Robinson) afin que cessent ces mesures d'intimidation à l'égard des élus et mandatés CGT Econocom-Osiatis.

<http://econocom.reference-syndicale.fr/>  
<https://www.linkedin.com/in/cgt-econocom-osiatis/>

**Montreuil, le 31 décembre 2018**

**Fédération des Sociétés d'Etudes**